

# Magnette surprend régionalistes et confédéralistes

Le Soir - David Coppi - 19/06/22

Paul Magnette ferme la porte à une septième réforme de l'Etat et, par ailleurs, au sud du pays, recale l'idée de régionaliser les compétences de la Communauté française. Nicolas Martin, maire de Mons, militant régionaliste wallon, réagit : « C'est tactique... ». Au nord, le positionnement du socialiste est à l'ordre du jour du bureau politique de la N-VA ce lundi.

Il a pris tout le monde de court, les régionalistes wallons, les confédéralistes flamands. Pour rappel, dans un entretien publié samedi dans ces colonnes, Paul Magnette affirmait que son parti ne toucherait pas à la Fédération Wallonie-Bruxelles, ou Communauté française si vous préférez, et préserverait ses compétences, dont l'enseignement et la culture. D'autre part, le président du PS expliquait ne pas vouloir de réforme de l'Etat en 2024, qui « n'est ni nécessaire ni souhaitable ». Réactions ?

« On peut vivre avec ça », nous disait dimanche Nicolas Martin, bourgmestre de Mons et chef de file des régionalistes wallons. « Il y a une dose d'étonnement, mais, pour moi, les propos de Paul, j'y vois surtout un positionnement tactique ou stratégique global : il était important de ne pas donner le sentiment que le PS avait un agenda institutionnel, cela alors que certains alimentaient la rumeur d'une entente en coulisse avec Bart De Wever. L'idée de ne pas toucher à la Fédération Wallonie-Bruxelles s'inscrit dans la foulée. J'en prends acte. Mais ça ne change rien à mes convictions. Pour moi, la régionalisation des compétences est écrite dans les astres, selon une expression de Jean-Luc Dehaene jadis. Il faut choisir le bon moment pour mener ses combats et la séquence politique actuelle ne le permet pas, mais le fait est que le PS est fondamentalement régionaliste ».

## Le soutien de Bouchez

A noter que Paul Magnette a reçu le soutien de Georges-Louis Bouchez, président du MR, qui, intervenant dans « C'est pas tous les jours dimanche » (RTL), lui a souhaité un « bon congrès wallon », ajoutant à propos du maintien des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles : « Je suis heureux de voir que le président du PS me rejoint sur mes positions ».

En l'occurrence, en s'exprimant samedi comme il l'a fait, Paul Magnette avait signé par avance les conclusions du congrès wallon (un observateur note au passage : « Les fédérations du parti n'ont pas eu à se prononcer, ni à valider les actes du congrès, c'est une première »), qui s'est déroulé dimanche à Namur, où tous ont suivi comme un seul homme et où l'on a surtout parlé « transition éco-socialiste »,

« transmission des savoirs » et développement de l'action publique. N'oublions pas le plan de relance, ce qui a fait dire à Elio Di Rupo, ministre-président, que le futur des Wallons s'annonçait « brillant ».

## **Stupéfaction flamande**

Côté flamand cette fois, c'est la stupéfaction, nous explique un responsable politique « off the record ». Pour la N-VA, qui allait partout expliquant que le PS représentait un possible interlocuteur pour réformer à nouveau la Belgique, l'interview de Paul Magnette est un sujet d'interrogation. Un sujet qui, du reste, est à l'ordre du jour des débats ce lundi matin en bureau politique. Un interlocuteur commente brièvement : « Ne pas tenir compte du plus grand parti flamand, c'est quand même un gros problème ».

Au CD&V, Eric Van Rompuy, figure du parti, président des aînés chrétiens-démocrates, ramassait pour nous dimanche après-midi : « C'est étonnant. Bart De Wever semblait avoir un accord avec Conner Rousseau, président de Vooruit, pour négocier en 2024, et disait que cela pouvait marcher avec Paul Magnette... Sauf que celui-ci lui fait faux bond tout à coup. C'est un coup dur. Quant à mon parti, vous savez, nous sommes très préoccupés par les mauvais sondages, on nous donne 10 % des intentions de vote !, et je ne crois pas que la réforme de l'Etat soit le souci de Sammy Mahdi, qui sera bientôt président. Il est natif de Bruxelles d'ailleurs, alors le confédéralisme, vous savez, ce n'est pas son truc. Ce n'est pas non plus le truc, par exemple, d'un Vincent Van Peteghem, ministre des Finances. Bref, la classe dirigeante chrétienne-démocrate flamande a la tête ailleurs, je crois ».